

### **Luttes et mutations sociales autour de la patrimonialisation de la nature et du vivant**

La mise en patrimoine d'espèces et d'espaces, de pratiques et de savoirs génère des conflits d'intérêts et de représentations qui viennent bouleverser les liens sociaux - familiaux, religieux, intergénérationnels ou institutionnels. Jusqu'au second XX<sup>e</sup> siècle, par le biais de réserves de chasse ou de parcs nationaux, les administrations coloniales formulent et véhiculent un récit néo-malthusien de la nature africaine. Légitimé par la science, ce discours permet aussi bien l'appropriation des ressources que la mise en scène de la domination européenne et, à l'échelle locale, il se traduit par la lutte et la violence. Le processus perdure depuis les décolonisations. On assiste cependant à la reconnaissance de toujours plus d'éléments du monde vivant et à la multiplication des échelles d'acteurs, de décisions et de représentations. Révélatrice de jeux d'acteurs, d'enjeux locaux et de réorganisations spatiales, cette effervescence patrimoniale doit encore davantage être analysée à plusieurs échelles. Par le questionnement multiscalair des instruments de réglementation, des normes et des obligations qui accompagnent l'imposition d'une plante cultivée, la mise en place d'une Indication géographique ou la création d'un parc national, l'on peut saisir l'importance et l'évolution des réseaux d'échange qui se recomposent de manière parfois paradoxale et se traduisent bien souvent par des luttes concrètes et symboliques autour de la nature saisie par la puissance publique.